

Notice explicative - Examen au Cas par Cas

Sécurisation du trafic de transit sur les routes départementales n°25 et n°229 à Craon

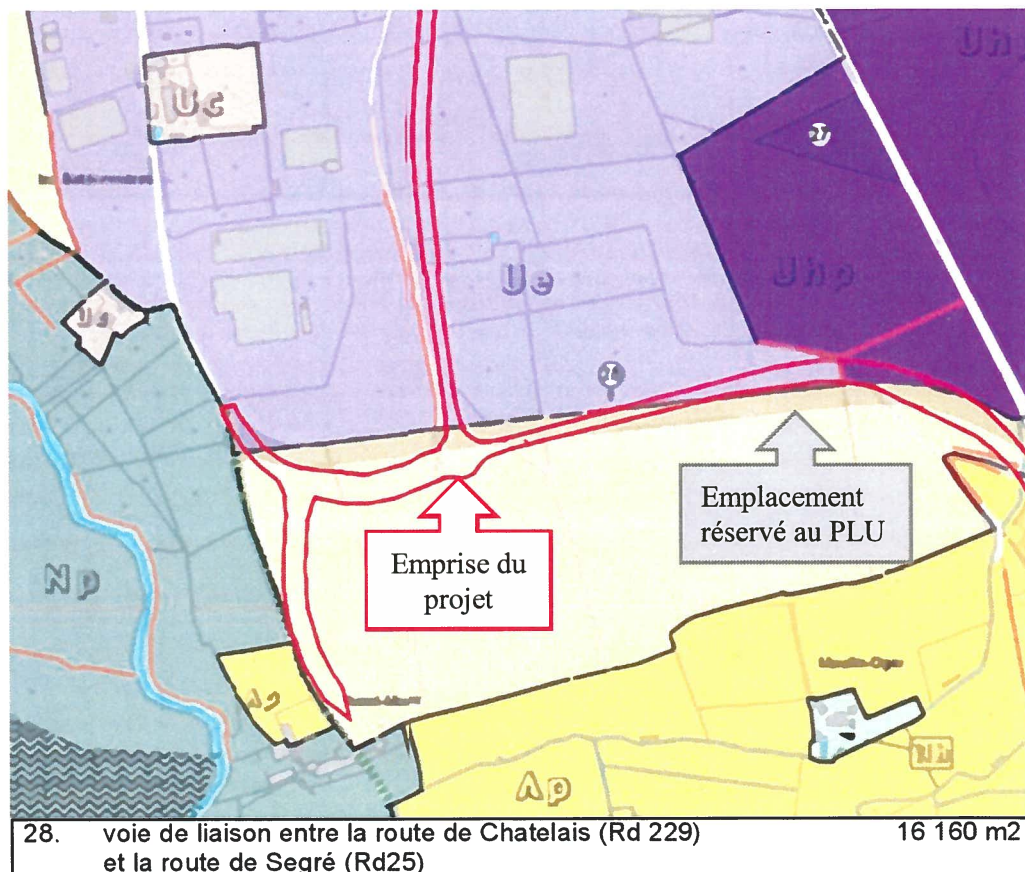
Maitre d'ouvrage : Communauté de communes du Pays de Craon

Assistance Maitrise d'Ouvrage : Mayenne ingénierie

I. La localisation

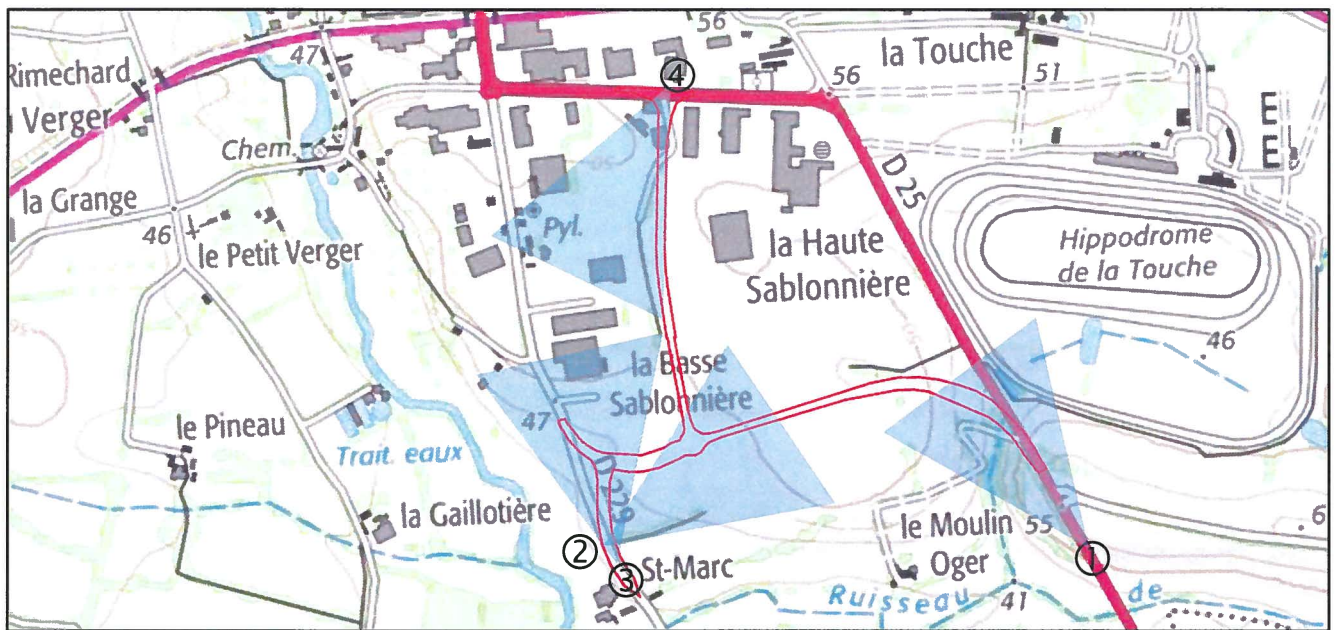
Ce projet est localisé dans la partie sud de la commune de Craon. Il se situe entre la zone économique *des Sablonnières/Eiffel* au Nord, la *Vallée du ruisseau de la Censerie* au Sud, la RD 25 et l'Hippodrome de *la Touche* à l'Est, la RD 229 et la *Vallée de l'Oudon* à l'Ouest.

Au niveau du PLU de la commune, le projet s'étend en limite entre la zone Ue *des Sablonnières* et la zone A, quasiment au même niveau où un emplacement réservé a été inscrit en 2010.



Extraits du plan de zonage - PLU de CRAON, emplacement réservé n°28

Vues de l'environnement local



Vue 1 : La RD25 en approche de la zone du projet
(Présence d'un espace boisé classé à gauche)



Vue 2 : La RD229 en approche de la zone du projet
(Site Carpenter en arrière-plan)



Vue 3 : Espace agricole ouvert où le projet doit s'implanter (Site Hegler à gauche, Hippodrome en arrière-plan)



Vue 4 : raccordement en agglomération au niveau d'une voie d'accès et ancien bâti à démolir (*Boulevard Eiffel*)

II. Les besoins

La Communauté de communes du Pays de Craon, ayant repris au 1^{er} janvier 2017, la compétence économique sur le territoire, a souhaité revenir sur le projet étudié depuis 2012 par l'ancienne municipalité de Craon.

En effet, la commune avait déposé un dossier d'examen au cas par cas en janvier 2014 avec 2 variantes. Ce dossier complet et ambitieux éludait malheureusement la doctrine « Eviter, Réduire, Compenser » au détriment de certains aspects environnementaux, notamment des éléments du patrimoine naturel dont des haies classées au titre de l'article L 123-1-5 7° du code de l'Urbanisme, et la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager à vocation paysagère.

Par ailleurs, le contexte et les besoins du dossier présenté en 2014 ont évolué :

- Le projet de méthaniseur, évoqué en 2014 et pris en compte dans le dossier, a été abandonné et relocalisé ailleurs sur le territoire, réduisant le besoin routier au niveau de la RD 229 dont la proposition de tracé en 2014 orientait vers cet équipement.
- Le SCOT du Pays de Craon a été approuvé le 22 juin 2015, permettant de mettre à la consultation du public les orientations d'aménagement, notamment la volonté d'un contournement de la RD 25 vers la RD 771. L'enquête publique et le DOO ont permis de mettre la question de l'opportunité de cette voirie, avec un renvoi vers les documents d'urbanisme locaux pour finaliser les emprises.

Depuis 2010, le PLU de la commune de Craon a proposé un emplacement réservé en limite sud de la zone Ue existante pour une première liaison entre la RD 25 et la RD 229, il s'agit donc de se rapprocher du strict besoin exprimé à l'époque.

- Le projet a une vocation différente du point de vue du développement économique :
 - Permettre effectivement à l'hippodrome d'améliorer la qualité de ses réunions en offrant une alternative circulaire sécurisante : actuellement les déviations, les jours de courses, entraînent le dévoiement du trafic sur des voies non adaptées. Permettre à l'hippodrome d'envisager son extension ;
 - Offrir aux entreprises de la zone *des Sablonnières/Eiffel* une meilleure visibilité en termes de développement, requalification interne du foncier disponible vis-à-vis des infrastructures ;
 - Sécuriser la circulation.

Ainsi dès 2016, en avril et août, suite à la promulgation de la loi NOTRe, le Pays de Craon a poursuivi la consultation des entreprises et acteurs économiques du secteur, comme la commune l'avait entrepris en 2012, afin de revoir et améliorer les scénarios présentés en 2014.

Les conclusions de ces échanges ont mis en avant la nécessité de sécuriser les voiries de transit, le besoin d'offrir des possibilités d'extension et de nouveaux accès sur une infrastructure concertée. Le plan du projet a été présenté et a reçu un accueil favorable.

- La redéfinition du projet d'infrastructures, tenant compte des éléments de patrimoine à éviter (haies, boisements, ZPPAUP) et des besoins des acteurs économiques, a réduit l'emprise potentielle de la zone Ue à une surface de 8,3 ha, inférieure au seuil de 10 ha défini dans l'annexe de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

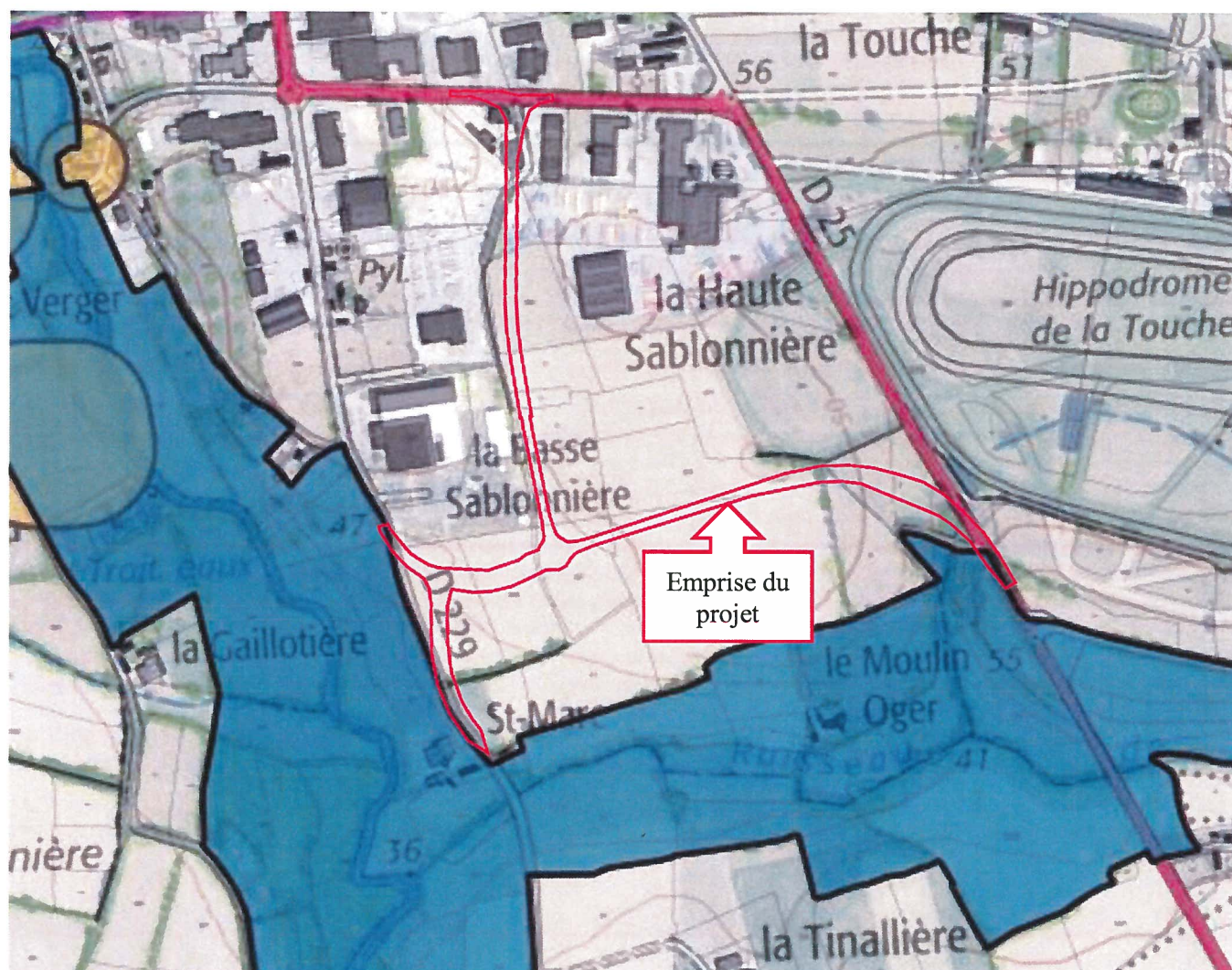
Dans ces conditions, un autre dossier d'examen au cas par cas sera à déposer pour cet aménagement, lorsque le Pays de Craon obtiendra la maîtrise foncière sur cette zone pour étudier un aménagement concerté, ou dans l'éventualité où les établissements HEGLER, propriétaire actuel des terrains, souhaitait se développer pour sa propre activité.

Actuellement, aucun projet d'aménagement de cette zone n'est connu.

III. Orientations du programme d'aménagement

Le nouveau projet intègre les points suivants :

- Evitement de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager de 2003. Une rencontre avec Mme l'Architecte des Bâtiments de France en octobre 2018 a permis de valider les différentes contraintes à prendre en compte.

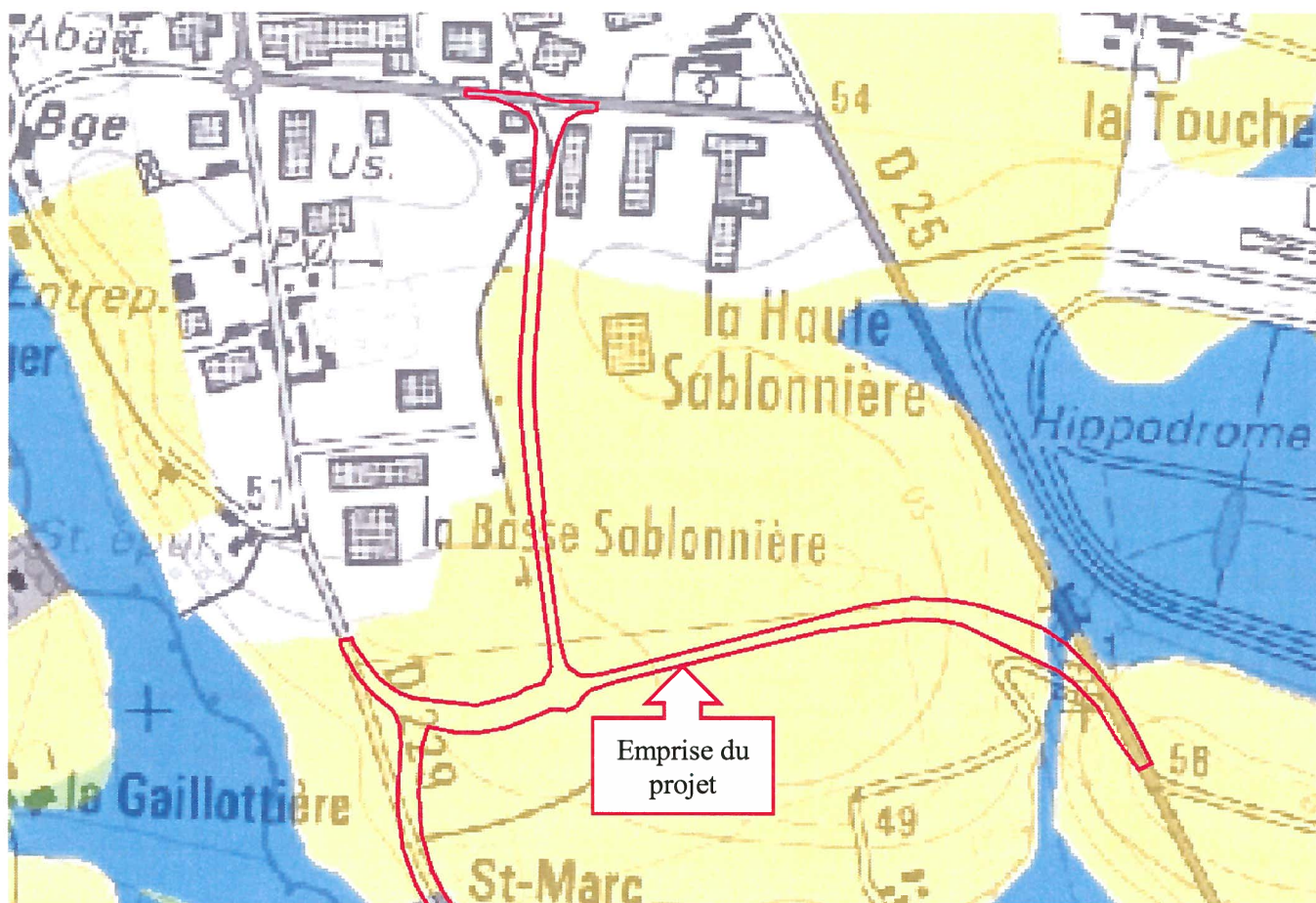


Extrait de l'Atlas des patrimoines – ZPPAUP de Craon

ZPPAUP - CODE 084W001 - Date de création 05/05/2003

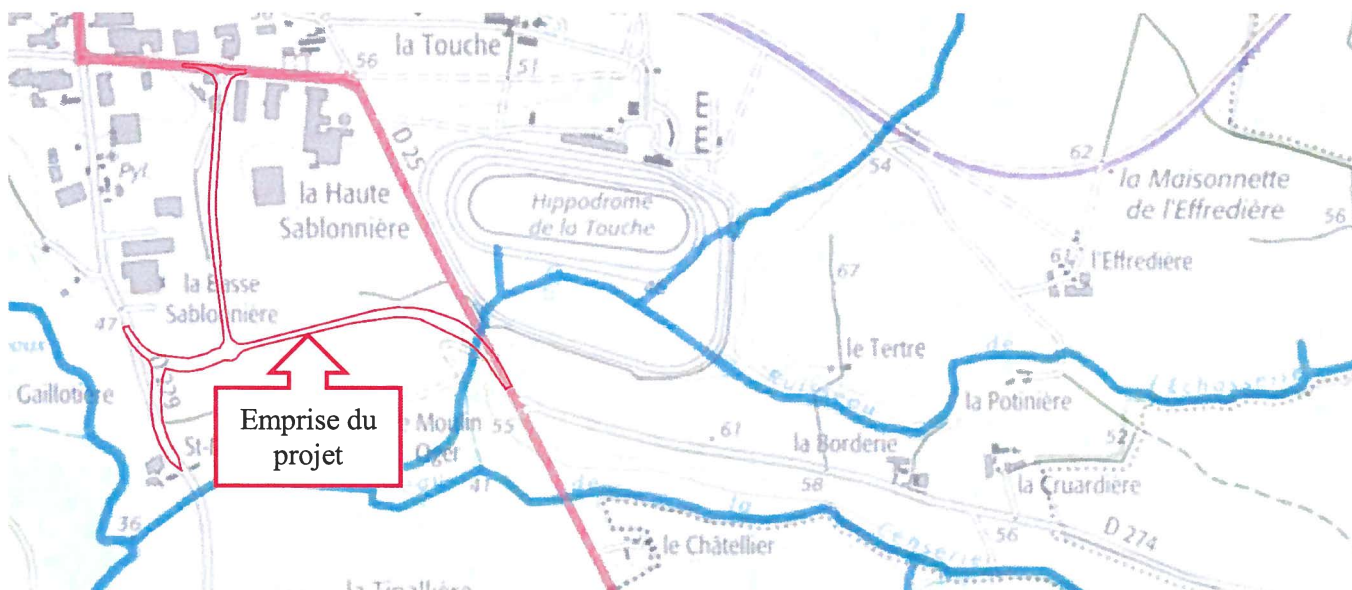
Aucun autre élément patrimonial impacté ou à proximité immédiate du projet.

- Evitement des zones humides repérées dans les cartographies départementales, dans le cadre de l'étude Loi sur l'eau, une analyse du site sera conduite notamment pour confirmer l'absence de zone humide sur 99% du projet mais également vis-à-vis du passage au niveau du ruisseau de l'Échasserie, seul point d'impact possible sur les zones humides.



Extrait de la carte d'inventaire départementale des zones humides

- Préservation de la continuité hydraulique et écologique au droit de la traversée du ruisseau de l'Échasserie.
Selon les conclusions de l'étude Loi sur l'eau à mener, l'ouvrage de franchissement sera dimensionné selon le régime hydraulique et des éléments préservant le passage de la petite faune et la continuité écologique entre l'hippodrome et la zone agricole au sud du projet.



Extrait cartographie des cours d'eau au titre de la police de l'eau 53 - SIGLOIRE

- Evitement des impacts sur les haies majeures identifiées et espaces boisés classés repérés au PLU.
- Compensation des impacts sur 100 m de haies impactées dont 20 m classées au titre de l'ancien article L 123-1-5 7° du code de l'urbanisme :
 - L'article Ue 13 du règlement du PLU de Craon, relatif aux éléments végétaux identifiés au titre de la loi paysage (ancien article L. 123-1, 7° du code de l'urbanisme) figurant au document graphique « *Leur arrachage partiel ou total pourra être interdit ou subordonné à leur remplacement partiel ou total par des plantations nouvelles respectant l'esprit du lieu* »,
 en conséquence, s'agissant d'éléments sensibles du paysage de la commune, il est prévu une reconstitution de plantations de haies de même nature sur la zone du projet, soit jusqu'à 1000 m de linéaire reconstitué.
 Pour cette reconstitution, il est envisageable de recourir à l'expertise du CAUE, des techniciens de la Chambre d'agriculture et des associations locales naturalistes (Mayenne nature environnement). Cela s'inscrit par ailleurs dans la politique départementale de replantation, exprimée dans l'opération « 1 arbre, 1 mayennais ».
 - Mise en place de passages petite faune pour reconstituer la continuité écologique sur la section de haie impactée par l'infrastructure routière.



Exemple de passage pour la petite faune sous voirie : cadre ou buse à fond plat

- Recherche d'un équilibre déblai/remblai pour limiter les mouvements sur la topographie naturelle du site, limiter les coûts du projet, mais également les perturbations environnementales en phase chantier (bruit, poussière, déversement de limons ou particules fines dans les milieux aquatiques).

IV. Propositions d'accompagnement en phase chantier

Afin d'éviter et réduire les impacts en cours de chantier, plusieurs mesures peuvent être mises en œuvre :

Préparation des emprises :

Lors des opérations de dégagements des emprises, un linéaire de haies doit être supprimé. Il sera donc nécessaire de caler ses opérations pour les réaliser en dehors des périodes de reproduction et nidification pour limiter l'impact sur la faune.

- Privilégier ces opérations entre fin octobre et fin janvier.

Pour compenser ces suppressions de haies, les linéaires replantés pourront, dans la mesure du possible (emprises, zone hors terrassement) être reconstitués préalablement ou sur la même période, pour favoriser la recolonisation la plus rapide possible.

Sauf à promouvoir une valorisation énergétique des produits issus de la suppression des végétaux, des stockages temporaires à proximité des zones de compensations favoriseront cette colonisation en offrant des zones refuges pour les espèces.

Phase de terrassements :

Lors des phases de terrassement, des filtres à paille peuvent être disposés pour éviter les rejets de particules fines dans les milieux aquatiques. Cette technique est aujourd'hui bien réalisée par les entreprises à condition d'avoir un suivi régulier (renouvellement des filtres).

Il en va de même vis-à-vis de l'entretien, du remisage et utilisation des engins de terrassement et des fuites ou rejets potentiels de fluides hydrauliques ou mécaniques. Une protection sera exigée auprès des opérateurs tout comme l'interdiction de la circulation des engins en dehors de la zone de travail.

Tout au long du chantier :

Pour éviter les destructions accidentelles de haies au-delà des stricts besoins et les atteintes aux espaces limitrophes, des précautions peuvent être prises :

- Edition d'un plan des zones interdites d'accès par le chantier (zones humides, haies protégées ou haies non impactées par les besoins du projet), transmis à tous les intervenants et régulièrement rappelé dans les réunions de chantier.
- Balisage physique sur le terrain, régulièrement inspecté.
- Mise en place de pénalités dans les marchés de travaux en cas de non-respect des mesures de protections.
- Désignation d'un correspondant en parallèle de l'équipe d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ou de Maîtrise d'œuvre chargé de réaliser des visites régulières du site pour constater le respect de ces dispositions.